

## L'AXE ÉCONOMIQUE DU MONDE BASCULE

Le football, ce nouvel opium du peuple, est aussi et peut-être surtout une vitrine de notre pays, de ses forces et de ses faiblesses, de sa diversité et de sa rugosité, de ses vertus et de ses déficiences. Malheureusement, la représentation que l'on vient de donner au plus large des publics, aussi triste que lamentable, fait douter de nos capacités et de nos talents. L'Allemagne s'est fait surprendre par la Serbie, trop sûre d'elle-même, l'Angleterre a été tenue en échec par l'Algérie, l'Espagne a bafouillé son jeu, mais seule, l'équipe de France a ridiculisé son peuple. Jean-Jacques Rousseau affirmait avec raison qu' « on a tout avec l'argent, hormis des mœurs et des citoyens ». Force est de reconnaître que de trop nombreux joueurs ont oublié les bonnes mœurs, et sont indignes de notre confiance. Citoyen... celui qui appartient à une cité, en reconnaît la juridiction, et est astreint aux devoirs correspondants... Citoyen...

### I. LE PETIT AIR DU DÉCLIN

Peut-être faudrait-il rappeler à certains que le courage et la volonté sont mères de toutes les vertus, alors même que le Chef de l'État vient de célébrer vendredi 18 juin, le fameux appel du général de Gaulle : « *La flamme de la résistance française ne s'éteindra pas* ». A l'époque, il fallait un grain de folie ou une prescience peu commune pour refuser l'évidence et concevoir une autre issue que la victoire totale de l'Allemagne. Autres temps, autres mœurs, autres hommes aussi.

Et pourtant, la période actuelle exige des hommes décidés et volontaires, aptes à braver le temps des guerres économiques et des déficits, car en effet, si rien de sérieux n'est fait dans l'orientation des finances publiques, la dette française atteindra plus de 120 % du PIB en 2020. Notre pays, serait-il ainsi proche de la faillite ? « *La risque est là* »,

répond, non sans raison, Jacques Attali. « *Si les prêteurs commencent à douter de nous, les taux d'intérêt vont monter, et à ce moment là, on sera en faillite, parce que nous n'aurons plus les moyens de payer la dette* ». Et il doit être fort clair pour chacun que la meilleure médication repose sur de réelles économies, et non sur de nouvelles hausses d'impôts préjudiciables à la croissance, sans laquelle nous ne pourrions pas réduire l'endettement public et améliorer l'emploi. Au reste, la Commission pour « la libération de la croissance » présidée par l'économiste, dresse un constat fort sombre de la situation économique. Oui, notre niveau d'éducation régresse, oui, notre industrie n'est pas suffisamment compétitive, oui, nos performances en matière d'emploi sont médiocres, oui, nous souffrons d'un manque de confiance de nos compatriotes dans la communauté de leur destin. Mois après mois, le moral économique des français se dégrade. Seuls, 20 % d'entre eux se disent confiants dans l'amélioration de la situation économique, alors qu'une écrasante majorité exprime sa défiance. Nos politiques, l'Union européenne, et la monnaie unique sont tous, à des degrés divers, mis en accusation. Sans doute sont-ils aussi sensibles au « basculement » de la richesse vers les pays du Sud et de l'Est<sup>(1)</sup> qui ne font qu'accroître cette vague d'inquiétude, qui s'est emparée des esprits dans le début des années 1990 lorsque 1,5 milliard de travailleurs chinois et indiens ont fait irruption sur le marché mondial avec des coûts de main d'œuvre imbattables. Le socle de nos économies s'en est trouvé ébranlé, mais surtout, le socle de la confiance s'est dangereusement effrité. On redoute désormais le déclin d'un Occident malade de son histoire, saisi par le doute et le soleil noir de la mélancolie, si cher à Nerval.

Allons, a-t-on envie de dire, un peu de ressort et d'énergie ! L'Europe peut, quand elle le veut, engager de profondes réformes rendues nécessaires

<sup>(1)</sup> Les pays de l'OCDE pesaient 60 % du produit brut mondial en 2000, 51 % en 2010, et n'en représenteront plus que 43 % en 2030.

par une crise sans précédent. Il faut, à cet égard, se féliciter de l'esprit de rigueur qui semble animer les Chefs d'État et de Gouvernement.

Réunis jeudi 17 juin à Bruxelles, ils viennent de décider de renforcer les sanctions contre les pays laissant filer leur déficit. Décision indispensable alors que les marchés ne cessent de tester le seuil de résistance de la Banque centrale européenne, et continuent de parier sur un défaut de la Grèce.

## II. DE LA RIGUEUR, ENCORE DE LA RIGUEUR

Décision juste et courageuse qui fait, en quelque sorte, écho aux efforts entrepris par les États. Comment ne pas saluer les récentes mesures engagées par le Gouvernement espagnol pour réformer sa législation du travail. Une plus grande souplesse dans l'aménagement des horaires, une réglementation plus adaptée au monde dans lequel nous vivons, autant de mesures opportunes qui contribueront à dynamiser le marché du travail. Comme le souligne la chancelière Allemande Angela Merkel : « *Nous devrions encourager l'Espagne en soulignant que c'est la bonne voie et qu'elle apporte par ce biais, une contribution à la compétitivité de toute l'Europe* ». Il faut également louer l'action de ceux qui nous gouvernent pour ramener le déficit public à 3 % du PIB en 2013, contre 8 % en 2010 car réduire notre endettement, c'est préserver notre indépendance et notre souveraineté. Mais, comme le dit Claude Guéant, le Secrétaire général de l'Élysée, « *Nous devons faire plus, bien sûr, beaucoup plus* ».

La chose est d'autant plus importante qu'il faut atteindre une croissance de 2,5 % du PIB en 2011, hypothèse sur laquelle se fonde notre plan de redressement. Or, rien ne dit que nous y parviendrons. Le Fonds Monétaire International émet à cet égard de sérieux doutes, et il n'est pas le seul. C'est dire, une fois encore, que c'est la voilure même de l'État et de ses démembrements qu'il faut réduire en priorité. Voilure des droits acquis, des rentes de situation, et des positions établies. Rappelons qu'en Allemagne, les fonctionnaires, qui ne disposent pas du droit de grève, verront leur traitement réduit de 2,5 %. Rappelons aussi qu'en Espagne, comme en Grande-Bretagne, la baisse des traitements des fonctionnaires de 5 % en 2010, est désormais actée, et leur gel est programmé pour 2011. Bref, réduire cette voilure, c'est améliorer la manœuvrabilité de notre économie et l'adapter aux contraintes du siècle.

L'adapter, c'est aussi réformer nos retraites. Le Gouvernement vient de présenter son avant-projet de loi, qui, mais c'est la logique, satisfait certains, et mécontente les autres. En vérité, c'est un texte qui va dans le bon sens, mais dont on sait qu'il pourra être amendé, notamment en ce qui concerne les carrières longues, la pénibilité et les polypensionnés.

Le diable se cachant dans les détails... règlements, il faudra donc veiller aux conséquences de ces amendements ultimes, qui pourraient avoir de fâcheuses retombées pour la compétitivité de nos entreprises, et partant pour l'emploi.